

Palestine

Solidarité

49

juillet 2014 | 3 €

Le prix de l'impunité

Ainsi, à la faveur de l'assassinat de trois jeunes colons, revendiqué par un groupe djihadiste, Netanyahu s'est-il lancé, avec une gourmandise répugnante dans une « opération punitive » à grande échelle, genre dans lequel l'armée israélienne est de longue date passée maîtresse. Nous condamnons fermement cet assassinat et mesurons avec inquiétude le profit que Netanyahu va chercher à en tirer.

Ses objectifs politiques sont clairs : faire éclater l'entente nationale palestinienne, casser le Hamas, compromettre Mahmoud Abbas, et faire oublier qu'il porte, lui-même et depuis le début, l'entière responsabilité du sabotage des négociations. Cela en réhabilitant la colonisation et en poursuivant une chimère tragique : écraser le peuple palestinien pour le faire plier et pouvoir le dominer pour longtemps. Et c'est sans vergogne que le sinistre Lieberman a invité les pays de l'UE à prendre place à côté d'Israël dans la « guerre globale contre la terreur ». Du George W. Bush tout craché.

Trop « gros » pour être crédible ? Hélas, John Kerry n'a pas hésité longtemps pour reprendre la thèse israélienne... Et si la France n'a pas fait sienne cette position, elle n'a en rien condamné les opérations de représailles, appelant simplement Israël à faire preuve de retenue et faisant un tri obscène entre les victimes. Israël peut tranquillement continuer à s'acharner sur tout un peuple en étant assuré de son impunité et atteindre ses objectifs de court terme.

Devrions-nous désespérer ? Non bien sûr. Et d'abord parce que, comme les Palestiniens, nous ne pouvons nous permettre ce luxe. Mais aussi parce que si la France a pris une posture aussi piteuse sur cette affaire, le fait est que la grossière propagande pour laquelle Israël mobilise tant de réseaux trompe de moins en moins de monde. Ainsi la France a-t-elle fini par se résoudre, dix-huit mois après le Conseil européen de décembre 2012, à publier une mise en garde

en direction de ceux qui envisageraient d'investir dans les colonies israéliennes. Mise en garde qui a au moins le mérite de rappeler aux investisseurs que les colonies, où qu'elles soient installées, sont toutes illégales. La colonisation et de dépeçage de la Palestine ne sont plus assumables ouvertement, malgré les pressions et la force du lobby pro israélien.

À nous donc d'être à l'offensive pour pousser avec force l'exigence du désinvestissement. La conjoncture internationale nous permet de mettre la politique française face à ses inconséquences. Quelle incohérence en effet, pour la France qui condamne la colonisation, d'avaliser la désignation par le groupe des États occidentaux d'un Israélien à la vice-présidence de la commission de l'AG de l'ONU en charge de... la décolonisation ! Quelle stupéfiante incohérence de répéter qu'on ne peut prendre de mesures contre l'entrée sur le marché français des produits des colonies alors qu'on édicte en même temps une circulaire interdisant l'importation de produits en provenance de Crimée ! Son annexion serait-elle plus grave que celle de Jérusalem ?

La bataille d'opinion va s'intensifier à la mesure de l'offensive militaire et politique permise par l'enlèvement et l'assassinat des jeunes colons. Il nous faut la mener dans tous les médias, locaux et nationaux, en nous appuyant sur les faits et les réseaux de nos partenaires.

Les faits sont là qui nous donnent raison, mais ils ne feront pas d'eux-mêmes bouger le gouvernement français. Seule la mobilisation de secteurs toujours plus larges de l'opinion le permettra. À nous de l'engager résolument, et à tous les niveaux institutionnels, avec nos partenaires du Collectif national et de la Plateforme et au-delà. Nous n'accepterons pas qu'une fois de plus les Palestiniens paient le prix de l'impunité. ■

Jean-Paul Roche

Dans ce numéro

- 2** BDS : DES RÉSULTATS, oui ! mais ils sont insuffisants !
- 4** CHOSSES VUES EN Palestine occupée
- 6** MISSION THÉÂTRE à Nabi Saleh
- 7** LA CULTURE comme arme de Résistance
- 8** LA RÉCENTE GRÈVE DE LA FAIM des prisonniers politiques palestiniens
- 9** Entretien avec LEILA SHAHID
- 14** Conférence D'ELIAS SANBAR à Lyon
- 15** LE VILLAGE EMMAÛS DE L'ESCAR PAU et L'AFPS
- 16** LES JEUNES à l'œuvre
- 17** CONFÉRENCE des groupes locaux 2014
- 18** RENCONTRE AVEC Maryse Gargour
- 20** EN FINIR avec une exécration française !

BDS : des résultats, oui ! Mais ils sont insuffisants !

Le 14 janvier 2014, un long reportage article d'Associated Press auprès des colons de la vallée du Jourdain chiffrait à 14 % les pertes financières à cause de marchés européens qui se ferment à leurs productions. Benyamin Netanyahu, le premier ministre israélien, a qualifié le mouvement BDS de « menace stratégique », illustration de sa crédibilité croissante. Le secrétaire d'État américain John Kerry a évoqué la possibilité d'un boycottage économique de plus grande envergure si les nouvelles négociations de paix avec la Palestine n'aboutissent pas. Volailles et œufs des colonies israéliennes sont désormais interdits d'importation dans l'espace européen, ceci dans l'esprit des « lignes directrices » ; nous pourrions sourire... mais c'est un signal. Tous ces faits illustrent l'importance que prend le mouvement BDS lancé il y a près de 10 ans.

Dans les pays nordiques, dans les pays anglo-saxons y compris aux États-Unis, des décisions importantes par leur montant, par leur rayonnement, par leurs acteurs, démontrent que BDS « ça marche ! ». Des fonds néerlandais et norvégien (le premier au monde en capitalisation pour le second) retirent leur participation dans des banques israéliennes qui financent la colonisation. En Angleterre, la chaîne de supermarchés Co-op et les magasins Marks & Spencer ne vendent plus de produits importés des colonies. Au Danemark, en Allemagne, en Belgique, en Irlande, des entreprises ont choisi de faire de même. Une société néerlandaise a annulé un contrat de construction d'une usine de traitement des eaux usées qu'elle avait signé avec la compagnie des eaux de Jérusalem Hagihon, parce que l'usine devait être située sur la Ligne verte. La compagnie Vitens a annoncé qu'elle suspendait sa coopération avec la compagnie des eaux d'Israël Mekorot, en raison de ses activités en Cisjordanie.

Spectaculaire, la rupture en janvier dernier entre Oxfam, très importante ONG britannique et Scarlett Johansson qui promouvait au *Super Bowl* la machine à bulles bien connue (Sodastream pour ne pas la nommer), fabriquée à Mishor Adumin, une colonie israélienne de Cisjordanie. Nous pourrions continuer longtemps ce relevé, le point de bascule est loin d'être atteint qui remettrait en question la colonisation des terres palestiniennes, le refus de reconnaître les droits des Palestiniens par Netanyahu.

En France, les succès pourraient paraître modestes, mais il faut dire que c'est le seul pays au monde avec Israël où l'appel au boycott est criminalisé. De plus, l'importateur des machines à bulles OPM ne rate pas une action des militants qui dénoncent l'entreprise coloniale en les menaçant de poursuites. Au début de l'année, notre association a été condamnée, le tribunal ayant jugé exagérée la forme dans laquelle nous appelions à boycotter le gazéificateur Sodastream, mais il est important de relever qu'il a reconnu que l'appel au boycottage n'était pas illicite en soi. On le sait aussi, la justice a eu la main lourde à Colmar et nous attendons en septembre prochain les décisions de la Cour d'appel de Caen. Mais à Montpellier, il y a quelques semaines, la relaxe des accusés nous encourage à poursuivre la campagne.

Des soutiens plus nombreux

Lors de notre congrès de juin 2013 nous avons affirmé que « le boycott de tous les produits israéliens est parfaitement légitime. C'est pour des raisons politiques que nous ciblons, en l'état actuel de la mobilisation, les produits des colonies ». Et nous avons été la « petite roue » ! Des associations importantes de la Plateforme nationale prennent des positions claires, en évoluant sur les termes et enjeux du BDS : il est de moins en moins question d'étiquetage des produits des colonies et de plus en plus d'interdiction, d'embargo. Des syndicats affirment leur soutien au BDS. La CGT, par exemple, lors d'une rencontre avec l'AFPS, s'est engagée sur l'interdiction d'importer les produits des colonies

en Europe. Elle demande aux autorités françaises d'imposer des règles de conduite claires aux entreprises françaises, les décourageant de développer une activité dans les colonies ou avec des entreprises ayant une activité économique dans les colonies. La CGT Educ'action vote fin mai dernier une motion en ce sens en Congrès national. Ce sont les mêmes engagements qui ont été formulés lors de la rencontre avec le PCF en mars et EELV en avril.

Bien sûr, nous revendiquons des « victoires », elles alimentent l'énergie que nous mettons à informer les consommateurs, à convaincre des commerçants d'interroger leurs fournisseurs, bref à faire du « buzz ». Mais ces réussites restent pour beaucoup bien confidentielles : au Salon Marjolaine à Paris, des distributeurs de produits écologiques refusent la vente de la machine à bulles. Pendant quelques semaines, on a espéré qu'un distributeur national retirerait de quelques-uns de ses magasins. La plus médiatisée des actions, et c'est une réussite, c'est au Festival de BD d'Angoulême sponsorisé par Sodastream : alertés, 80 dessinateurs et non des moindres, l'Américain Joe Sacco, le Français Siné, la Tunisienne Willis From Tunis, ou encore l'Israélien Amitai Sandy ont protesté publiquement. Le dessinateur Tardi s'est ajouté à la liste quelques jours après.

Nous ne sommes pas dupes des arguments qui nous sont opposés quant au boycott. Nos autorités ne trouvent rien à redire à un appel au boycott en 2011 vis-à-vis du Mexique. Nous avons apprécié à sa juste mesure l'appel récent à boycott – et ce par des personnes inattendues dans cette action – de très luxueux hôtels parisiens parce que leur propriétaire, le sultan de Brunei, voudrait imposer la charia sur son territoire. Le boycott est un droit reconnu. Mais la circulaire Alliot-Marie est toujours en vigueur, elle est une « épée de Damoclès » au-dessus de la tête des militants, et faut-il toujours le rappeler : l'appel à boycott vise la politique coloniale du gouvernement israélien et non le peuple israélien ; des militants juifs israéliens documentent les formes de l'économie coloniale, appuient le mouvement palestinien BDS, en Israël même.

Une dynamique est en cours

Les autorités européennes avancent lentement dans la mise en œuvre des « lignes directrices », on connaît les réponses des autorités israéliennes, toujours plus d'autorisation de construire. En France aucune mesure à ce jour n'a été prise qui puisse envoyer un signal fort. L'interdiction, l'embargo des produits des colonies est possible, renforcer l'appel citoyen au boycott en est le possible préambule, il nous faut faire basculer l'opinion publique, elle est favorable. Vis-à-vis des très grandes multinationales françaises

ou leurs filiales qui collaborent à la colonisation – Orange, Véolia, G4S, Dexia – nous nous attaquons à plus forts que nous. Exiger leur départ n'est pas le résultat immédiat attendu. Nous jouons sur leur image et nos actions en sont un vecteur fort.

Défendre l'idée de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est un levier notamment auprès des responsables des collectivités. Le chemin sera long, mais c'est le chemin !

Le droit est de notre côté

Des exemples du passé justifient que nous amplifions l'action. Il nous faut des résultats. Boycott légitime des produits israéliens, à chacun de voir ! Lors de notre dernier Congrès en 2013, c'est le boycott total des produits des colonies qui est notre objectif immédiat. À la question récurrente des personnes qui voudraient bien mais ne savent pas, nous pouvons répondre car toutes les informations convergent : la majeure partie des dattes étiquetées *Jordan Valley* ou *Jordan River* viennent des colonies. Des commerçants qui les vendent, faux naïfs pour certains quant à leur provenance, tentent piteusement d'en maquiller l'origine : produits de Jordanie, d'Afrique du Sud etc.

Une partie plus que significative des fruits et légumes, des fleurs étiquetés Israël vient des colonies, quand bien même les hangars de conditionnement seraient en deçà de la « ligne verte ». Nos amis belges du mouvement « *Made in illegality* », nos partenaires israéliens et palestiniens, nous-mêmes en France en avons documenté les noms des exportateurs : Hadikaim, Agrexco-Carmel, Edom, Mehadrin, Hishtil pour les plus connus. Les produits de beauté Ahava, des machines à gazéifier l'eau Sodastream, des objets en plastique Keter sont fabriqués dans des colonies et à ce titre sont toujours objets de nos actions.

L'AFPS incite à se concentrer sur des objectifs communs et « atteignables » : réussir à obtenir le retrait de produits des colonies des linéaires des chaînes de distribution. Pour des raisons de commodité, mais évidemment sans exclusive, nous en avons choisi une. Le site national fournit les outils de cette mobilisation. En concentrant nos actions à un même jour, sur tout le territoire, sur la même chaîne, en évitant la provocation, en montrant notre détermination ensuite dans la durée, en s'appuyant sur des collectifs, en alertant les médias locaux, nous devons réussir. Les Anglais l'ont fait, les Belges le font !

BA



Choses vues en Palestine occupée

La Palestine... Oui, on connaît... Les frontières grignotées, le mur, les accords jamais respectés, les jeunes qui lancent des pierres, les soldats qui tirent, qui tuent. Tout ça on l'a vu à la télé. Et comme une fatalité, on n'attend rien des nouvelles rencontres, des allers-retours des diplomates. Un haussement d'épaule, et une nouvelle info pour oublier tout cela.

J'e suis allé en Palestine. À l'aéroport de Tel-Aviv j'ai répondu à toutes les questions, j'ai caché ma destination. À Jérusalem, porte de Damas, j'ai pris les bus – les services – pour Ramallah, Bethléem, Hébron, Naplouse, la vallée du Jourdain. Et j'ai vu.

J'ai vu leurs routes qui ne croisent celles des colons que sous des tunnels. Les routes qui mènent aux colonies toujours là-haut sur les crêtes, bordées par des clôtures électrifiées, postes militaires à l'entrée, casques, fusils mitrailleurs. Décor de guerre. Stop. On ne passe pas. J'ai passé les check points. Des soldats armés vérifient les papiers. Ils me laissent dans le bus. Ils font descendre les Palestiniens pour contrôle ou fouille au corps, on les reprend après le poste. Lassitude des Palestiniens, c'est la routine.

J'ai voulu savoir. J'ai rencontré des Palestiniens ordinaires, d'autres moins comme cette jeune fille qui parle de son arrestation. Elle est calme, l'air sévère. La voix parfois tremblante, elle s'interrompt puis reprend son récit : Le soldat me dit : « Enlève ton foulard ! On est le pays le plus démocratique de la région. Enlève-le ! J'ai refusé. Je lui ai répondu : "Vous êtes un pays sans frontières, sans constitution, vous colonisez le mien. Il m'a tapé." » Elle a fait deux ans de prison.

J'ai vu les soldats, au camp de réfugiés de Bethléem, à Deisheh, investissant une maison pour enlever le fils aîné, ne le trouvant pas, mettre à sac le logement et prendre un autre fils en otage pour qu'il se rende. Ce camp, véritable ville qui depuis 1948 abrite des Palestiniens expulsés de leurs villages parfois distants d'à peine 10 km, avec interdiction d'y retourner.

Ils célèbrent toutes les années cet exode, la Nakba pour réclamer le droit au retour chez eux.

À Abu Shkhedem j'ai appris que deux adolescents avaient été abattus la veille, dont un habitait le village : Nadim Siam Nowarah. Il était beau, il souriait sur les affiches collées en une nuit sur les murs des villes.

Le lendemain, les obsèques. Faut-il y aller pour marquer soutien, amitié ? On ne nous laisse pas le temps de répondre. Des Palestiniens viennent nous chercher, les quelques Français qui étions là. On nous met dans une voiture. Le chauffeur nous dit : « Prenez des photos, montrez-les chez vous. » Un homme s'approche. Il nous remercie d'être là. « Dites-leur qu'ils avaient 16 ans. Dites leur qu'ils ne lançaient que des pierres le jour de la commémoration de la Nakba*.

Dites-leur que les soldats étaient à plus de cent mètres sur les murailles, derrière des grilles. Dites leur qu'ils ont abattu Nadim d'une balle dans la poitrine et Mahmoud de quatre dans le dos. Ils avaient 16 ans. Ils étaient ensemble en 11^e classe au lycée. » On était très ému. Lui continuait : « Merci d'être là. On compte sur vous. »

En plan serré, à la télé, on verra en France, des hommes qui vocifèrent en portant une litière et un cadavre. Là-bas, j'ai vu ces cortèges de gens à pied, les accompagnant au cimetière. J'ai comme eux ressenti émotion et colère quand les défunts sont passés. Et aussi, j'ai vu cet enfant de 10 ans peut-être, qui marchait au milieu, un drapeau en bout de bras. Comme un gachet de Palestine.

La Palestine, ces Bantoustans de territoires émiettés, dispersés, n'existerait pas sans eux. C'est pour cela qu'il faut les expulser, les emprisonner, étouffer leurs cris, les faire taire.

Alors ce sont leurs murs qui parlent. Venez les voir, les lire dans les camps de réfugiés de Deisheh à Bethléem, ou de Batala à Naplouse. Les murs racontent tous l'histoire de cet enfant vu de dos qui assiste au spectacle. On l'appelle Handala. C'est le dessinateur Naji Ali qui l'a inventé. Il est calme. On est sûr qu'il vaincra.

J'ai vu dans la vallée du Jourdain, ces villages de Bédouins, dans la poussière de leurs tentes aux côtés de leurs gravats. Ordre d'expulsion et 40 jours pour les chasser. Si à 4 heures du matin les bulldozers ne sont pas là, ils gagnent un jour sur la démolition. J'ai vu leurs canaux d'irrigation

brisés, les puits se tarir à côté des centrales de pompes hydrauliques qui forent à 700 mètres. Les Israéliens ont fait de belles plantations : arbres fruitiers, palmiers, serres, légumes. Belle technologie. Tout est possible grâce au progrès ! Ceux des Palestiniens qui ne sont pas leurs ouvriers agricoles seront expulsés.

Le jeune Palestinien qui nous accompagnait ce jour-là parlait très vite, sans s'arrêter : « Ils nous interdisent de forer à plus de 170 m, quand eux vont à 700. Nos puits sont secs. Ils cassent nos canaux. Ils prétextent des fouilles archéologiques pour nous chasser, puis ils ne fouillent rien. » Il en avait après les ONG : « Ils nous amènent des cuves pour qu'on stocke l'eau... On a plus d'eau ! Les Israéliens nous la volent sous terre ! » On appelle ça la guerre de l'eau. Il avait rage et émotion. Il nous les a communiquées. Assurément ce jeune finira en prison.

J'ai rencontré à Ramallah cet ancien prisonnier de 28 ans, sorti après 8 ans de détention. Il parlait avec calme et froideur. Il égrainait le banal de la vie des prisonniers politiques, les juridictions militaires réservées aux Palestiniens, la rétention administrative (parfois de plusieurs années) qui rend l'emprisonnement possible sans que l'incarcéré en connaisse la raison. Il évoquait les rares autorisations de visite (un seul membre par famille) et les transferts qui font qu'elles ne peuvent plus les voir faute de laissez-passer. Il parlait de la grève de la faim en cours. Il faut 3 ans pour en organiser une. On lui a parlé des conventions, du droit international. C'est la seule fois où il a ri.

Ses mots étaient froids, techniques. Le langage maîtrisé. Mais lui était tendu, mouvements de tête saccadés, regard mobile. Il se rongait les ongles. Visiblement, il était encore en prison.

Près de Tulkarem j'ai vu un personnage pittoresque. Membre du parti communiste palestinien. Grosse moustache grise à la Joseph. Il nous a montré le mur que les Israéliens avaient bâti au travers du village. Quinze jours de couvre-feu absolu, quand ils sont ressortis de chez eux, le mur était construit qui isolaient les maisons. Une double clôture électronique, avec chemin de terre pour repérer les traces, puis route goudronnée. De l'autre côté, un village palestinien (minarets et cuves noires sur les toits) qui se trouvait de ce fait annexé à Israël. Interdiction pour ceux d'ici, d'aller voir les autres, là-bas. Ils ont rasé les maisons au voisinage. Perché sur les ruines, on voit mieux le tracé. Pendant qu'on parlait deux jeeps militaires prennent la route et se postent au plus près de nous, de l'autre côté de la clôture. Ils nous voient, on les voit. Ils tournent, ils reviennent. Intimidation ! De loin on leur montre nos appareils photos. Dérisoire. Toujours le mur, qui borne le paysage. Ici, une



Manifestation pendant les obsèques de Nadim Siam Nuwara, âgé de 17 ans, d'Abu Shkhedem et Mahmoud Abu al-Odeh Thahir, âgé de 16 ans, de Mazra'a.

maison coupée en deux, une femme ouvre la porte au premier, et secoue son tapis dans le vide. Une autre maison, à côté, adossée au mur. Sur son toit, des barbelés : les soldats israéliens l'occupent, pour surveiller le village !

« Joseph » nous avait prévenus : *Je ne peux pas tout vous raconter, vous ne me croiriez pas !* Il avait raison. D'autres choses que je ne puis raconter tellement elles paraissent absurdes. De ce voyage je retiens les images d'une armée d'occupation : elle contrôle tout, peut emprisonner, tuer, détruire, arracher les arbres, abattre les maisons au bulldozer, expulser, construire des remparts, interdire les déplacements, intervenir en tout lieu, à tout moment.

Je retiens des images d'apartheid : contrôler les déplacements des Palestiniens, leur interdire leurs propres villes, se réserver des routes dans leur territoire, se réserver des bus, boucler et grillager des quartiers. Faudra-t-il peindre les Palestiniens en noir pour parler d'apartheid ?

Deux États ? La folie des colonisations les rend improbable. Pourquoi pas un seul État ? Les Israéliens laïques y pensent. Les Palestiniens le disent. « Nous, on veut bien d'eux, on peut vivre côte à côte, comme avant. On ne veut pas des sionistes. » Une voix, un vote, comme en Afrique du Sud au lendemain de leur libération...

Albert Lagier, mission AFPS Alès-Cévennes

*NDLR : les deux adolescents assassinés par des tirs à balles réelles de l'armée d'occupation n'avaient rien dans les mains comme en témoignent les vidéos des caméras de surveillance :

https://www.youtube.com/watch?v=CaibEqx2m_k

Mission théâtre à Nabi Saleh

Répondre à la demande du Comité de Résistance Populaire et participer à la renaissance du festival séculaire d'arts traditionnels de Nabi Saleh, tel est le but de cette mission théâtre du mois de mai 2014, mise sur pied par l'AFPS 44, les Ceméa⁽¹⁾ des Pays de la Loire et le Théâtre Messidor.

Notre petite délégation de sept personnes ne représente qu'une moitié de la troupe qui dans un an, en mai/juin 2015, viendra à Nabi Saleh pour engager véritablement cet échange de coopération culturelle et artistique auquel les musiciens du Quintet Hamon Martin sont associés.

Le calme et la sereine détermination qui habitent nos hôtes nous interdisent tout état d'âme sur la faisabilité d'un tel projet. Avec Naji Tamimi, Bassem, Nariman, Bouchra, Manal Nawal, Bilal, nous allons parler, échanger, préciser nos intentions et poser les fondations concrètes de ce qui nous semble le meilleur chemin pour parvenir à notre but commun. Basé sur un véritable échange, nous souhaitons que notre équipe théâtrale française travaille sur les mêmes textes que la troupe de Nabi Saleh. Une version arabe, une version française, dans un unique spectacle accompagné à la fois par des musiciens de Dabké et par le Quintet HM.

Tout semble simple et partagé dans l'idée, mais aux premiers ateliers ouverts et dirigés par Haïssa et Abdel du Théâtre Alrowwad de Bethléem, seuls les enfants de 8 à 12 ans répondent présents. Nous exprimons notre souhait de motiver des adolescents et des adultes pour équilibrer les démarches. Bassem Tamimi, membre du Comité de Résistance Populaire, comprend particulièrement l'enjeu et malgré les préoccupations quotidiennes liées à l'occupation et à la répression, il s'engage à mobiliser, à motiver et à constituer une équipe intergénérationnelle qui puisse rendre compte par le théâtre de la lutte de tout un peuple pour la défense des droits et de la liberté.

Nabi Saleh! Village de référence d'une résistance active en Palestine. Chaque vendredi une marche réunit hommes, femmes et enfants d'ici ou d'ailleurs, Palestiniens et « internationaux de passage », se réunissent sous le mûrier de la petite place centrale pour prendre la route et marcher vers la source confisquée par les Israéliens. Cette manifestation hebdomadaire, symbole du refus de l'occupation, exprime le sens d'une résistance active et digne contre toute « normalisation » d'une situation coloniale insupportable et inadmissible. Dès le lendemain de notre arrivée, vendredi 2 mai, nous allons naturellement participer à cette « démonstration ». À treize heures trente, après la prière, quelques

drapeaux palestiniens en mains, une centaine de personnes, tous âges confondus, s'engage sur la route. Chants et slogans sont scandés contre l'occupant. Quelques jeunes adultes aguerris aux manifestations descendent le dernier lacet qui mène au village et se dirige vers le check point quelques 400 m plus bas où déjà les militaires ont pris position.

L'affrontement est inévitable! Pierres contre jets de gaz lacrymogène ou balles de caoutchouc. Durant cinq heures entières, le face à face dure et se déplace à flanc de colline, sur le versant surplombant la source. En fin d'après-midi, une quinzaine de militaires donne l'assaut sur le village et s'approche jusqu'aux premières maisons. Cette démonstration de force n'impressionne guère les habitants même si les fusées asphyxiantes entrent à l'intérieur de certaines habitations. Le courage et les cris d'une femme, Nariman, osant défier les soldats, les fait reculer et rompre cette inutile preuve de puissance et de provocation.

En repréailles, dimanche matin 3 mai, trois véhicules légers blindés font brusquement leur apparition dans le village et le temps d'un éclair, envoient lâchement leurs fusées asphyxiantes à l'intérieur de l'école où les élèves ont classe!

Ainsi va la vie à Nabi Saleh! Toujours sur le « qui-vive »! Toujours en résistance!

Et lorsque le calme revient, la vie de ces enfants, de ces jeunes, de ces femmes et de ces hommes semble des plus naturelles, tellement riante, tellement disponible, tellement ouverte sur le monde, tellement porteuse de bonheur et d'humanité.

La non-violence est l'arme des résistants et des résistantes de Nabi Saleh. L'art en est une autre, puissante et vivifiante, pour nourrir un rêve d'expression et de fête, pour ouvrir une nouvelle brèche vers la liberté, pour rendre à chacune et à chacun la dignité d'une culture injustement confisquée. Puisse ce projet devenir réalité et nous permettre en retour d'accueillir en France les artistes de Nabi Saleh pour un véritable échange pérenne sur les années à venir. ■

Alexis Chevalier, Théâtre Messidor

⁽¹⁾ CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active) : mouvement français d'éducation populaire

La culture comme arme de résistance

En mars 2013, trois femmes de Nabi Saleh qui viennent à Nantes dans le cadre de leur tournée en France nous interpellent : « *qu'êtes-vous prêts à faire pour soutenir les actions de notre village dans notre combat contre l'occupation ?* »

Sur cette question, la discussion s'engage : « *notre combat pour la liberté, contre l'occupation, mobilise toutes nos énergies. Nous travaillons pour la génération de nos enfants, mais pendant qu'ils grandissent, quels horizons pouvons-nous leur offrir ? Nous avons besoin de valoriser notre culture comme ciment de notre société, de la faire connaître au-delà de la limite étroite de la Ligne Verte et de l'enrichir avec l'extérieur...* » Voilà, en substance, ce qu'elles nous ont déclaré et comment le sujet a pris corps : construire ensemble un projet culturel commun.

À la recherche de partenaires

Cela tombait bien : depuis longtemps l'AFPS 44 entretient de très bonnes relations avec le Théâtre Messidor et un groupe de musique bretonne « Hamon-Martin Quintet ». Ces deux formations ont répondu avec enthousiasme, à une condition : ne pas se contenter d'aller se produire sur place dans un simple aller-retour, mais construire une production sur le long terme. La collaboration entre le Quintet et Messidor a été d'autant plus facile que les deux formations ont déjà eu une expérience commune.

Projet ambitieux et passionnant, mais il faut que les partenaires ici et là-bas avancent au même rythme. Nous communiquons par mail, échangeons des vidéos, mais il faut avancer dans le contact direct. Une première délégation de l'AFPS 44 passe à Nabi Saleh en avril 2013, on parle du projet, mais on sent que ce n'est pas très concret pour nos amis palestiniens : ça les intéresse, mais ils veulent réfléchir à la faisabilité de leur côté.

Alexis et Christine du Théâtre Messidor rencontrent Abdel Fatah Abusrouf du Théâtre Al Rowwad du camp d'Aïda : ils conviennent d'un partenariat. Abed d'Al Rowwad travaillera avec les jeunes de Nabi Saleh et Messidor avec une troupe de jeunes français en vue d'une rencontre future. Encore faut-il constituer cette troupe ici, le CEMEA des Pays de la Loire va nous y aider. En quelques semaines, à partir de leur réseau et de celui de l'AFPS, nous regroupons 12 jeunes de 18 à 25 ans qui vont se former et s'entraîner chaque semaine de février à mai 2014 avec les professionnels de Messidor.



Camp d'été 2013 à Nabi Saleh

En mai 2014, quatre jeunes et leurs deux animateurs vont à la rencontre des habitants de Nabi Saleh.

La musique aussi

Nous avons fait part du projet au Consulat de France à Jérusalem. L'un des conseillers culturels connaissait le Quintet, rencontré il y a quelques années... à Mexico!

Le consulat propose alors au Quintet d'animer la Fête de la Musique 2014 dans les 5 centres culturels français de Cisjordanie et Gaza. Le groupe accepte volontiers tout en étant vigilant pour ne pas oublier le partenariat initial avec Nabi Saleh. Cela nous conduit à redimensionner le projet avec un budget supérieur présenté à différentes collectivités. Malheureusement, les crédits attendus ne sont pas tous octroyés : la Fête de la musique en Palestine, ce sera pour l'an prochain et le déplacement du Quintet est repoussé à octobre 2014. Les musiciens bretons en profiteront pour rencontrer des groupes palestiniens tout en découvrant la situation du terrain car ils vont pour la première fois en Palestine.

>>>19

La récente grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens

Dans la matinée du 25 juin, 125 prisonniers politiques palestiniens, victimes de ce système israélien particulièrement arbitraire qu'est la détention administrative, ont mis fin à la grève de la faim qu'ils avaient entamée 62 jours auparavant. Un tiers d'entre eux se trouvaient alors dans un état si critique qu'ils avaient été transférés dans plusieurs hôpitaux israéliens.



Une des prisons israéliennes où sont détenus les prisonniers politiques palestiniens

Avec beaucoup de courage, ils ont mené l'un des plus longs mouvements de grève de la faim collectifs de l'histoire des prisonniers politiques palestiniens.

On se souvient de celui que 2000 prisonniers avaient entamé le 17 avril 2012, pour protester contre la détérioration de leurs conditions carcérales, subie à titre de punition collective, depuis la capture du caporal israélien Gilad Shalit; ce dernier avait retrouvé la liberté, mais rien n'avait changé. Moins d'un mois plus tard, le 14 mai, les grévistes mettaient fin à leur mouvement, à la suite d'un accord conclu avec les autorités israéliennes sous médiation égyptienne. Un tel mouvement n'aurait pas été possible, sans deux précédents spectaculaires : deux grèves de la faim individuelles. Le 21 février, un boulanger de Jénine, Khader Adnan, était libéré après une grève de la faim de 66 jours menée en signe de protestation, notamment contre la détention administrative dont il faisait l'objet. Une jeune femme de la même région de Cisjordanie, Hana Shalabi, avait subi 20 mois de détention administrative avant d'être libérée, en octobre 2011, avec d'autres prisonniers palestiniens échangés contre Gilad Shalit; arrêtée le 16 février et placée de nouveau en détention administrative, elle entama une grève de la faim qui s'acheva 46 jours plus tard par sa libération et

une déportation de trois ans à Gaza. D'autres détenus administratifs menèrent des grèves de la faim après le mouvement collectif du 17 avril, le record de durée (123 jours) étant tenu par Samar El Barq.

Comme en 2012, la population des villes et villages de Palestine a, là aussi, exprimé fortement sa solidarité envers ses courageux prisonniers. Par des manifestations telles celle qui s'est déroulée le 15 mai, non loin de la prison d'Ofra, et au cours de laquelle les soldats israéliens ont tiré et tué deux adolescents. Dans beaucoup d'endroits, comme devant la mairie de Bir Zeit, des portraits des prisonniers étaient exposés et des tentes dressées où leurs femmes et leurs mères recevaient les visiteurs venus d'un peu partout.

Si les médias n'ont guère parlé de cette grève de la faim, les organisations de défense des droits de l'homme s'en sont émues. Amnesty a dénoncé le comportement des géoliers israéliens envers les grévistes et le fait qu'on leur interdise de voir leur famille, leur avocat, un médecin de leur choix. L'ACAT s'est indignée du projet de loi examiné par la Knesset, en vue de permettre l'alimentation de force des grévistes de la faim palestiniens, en rappelant qu'au regard du droit international il s'agit là d'une forme de torture. ■

Christiane Gillmann

Échec ou courage politique ?

La grève de la faim a été suspendue le 25 juin, sans que satisfaction ait été obtenue sur l'arrêt définitif de la détention administrative (détention sans inculpation, sans avocat ni procès et qui peut être reconduite indéfiniment). Face à des autorités israéliennes qui, dans le contexte de chasse à l'homme et d'acharnement répressif contre le peuple palestinien estimaient pouvoir les laisser mourir sans risque et dans l'indifférence générale, les grévistes ont choisi de préserver leur vie. Échec ou courage politique de mettre fin à un mouvement rendu invisible ? Écoutons Randa Wahbe d'Addameer « Cette grève de la faim a montré le courage des prisonniers palestiniens malgré toutes les violations qu'ils subissent quotidiennement, en particulier pendant cette grève de la faim : placement à l'isolement, violences, interdiction des visites des familles, interdiction des visites d'avocats... Donc pour moi, on ne peut pas dire que cette grève de la faim a été un échec ! »

Entretien avec Leïla Shahid

Il nous a semblé judicieux, à un moment où la situation politique en Palestine est extrêmement mouvante et dangereuse, de demander à Leïla Shahid⁽¹⁾ son point de vue. Elle l'a fait très volontiers dans une interview téléphonique réalisée le 24 juin. Nous l'en remercions chaleureusement et rapportons ses propos au plus près, en leur gardant le caractère oral qui est celui de l'expression de Leïla.

On a le sentiment que les choses s'aggravent très vite en Palestine avec la prise en otage des trois étudiants colons et la campagne de répression terrible déclenchée par les autorités israéliennes.

Effectivement, c'est absolument tragique de voir à quelle vitesse la situation se renverse en Palestine, tout simplement parce qu'on est tributaire d'une occupation militaire qui a toujours le rapport de force en sa faveur. Il y a deux semaines nous étions dans une réconciliation historique depuis sept ans avec le Hamas, nous venions de mettre en place un gouvernement de consensus national, soutenu par toutes les parties y compris le Hamas et reconnu internationalement. Nous étions en train de préparer des élections dans six mois pour un nouveau parlement et un nouveau président. Il a suffi de la disparition de trois étudiants colons à côté de Hébron pour que tout bascule de nouveau et que, prenant comme prétexte la recherche des trois étudiants colons, Israël ait déclenché une opération tous azimuts qui ne concerne pas la recherche des disparus seulement, mais qui est en fait un châtimement collectif imposé à toute la population palestinienne en Cisjordanie, en commençant par Hébron au Sud jusqu'à Naplouse au Nord, en passant par Ramallah. L'armée israélienne depuis deux semaines maintenant, à la date où nous faisons cette interview, a déjà assassiné six personnes en Cisjordanie et à Gaza, dans des opérations d'incursions et de tirs sur la population civile. Six jeunes gens qui n'ont aucune relation avec la prise d'otage des étudiants colons, mais qui sont des civils tués dans les maisons où l'armée israélienne fait des incursions, saccage tout ce qu'il y a dedans et arrête qui elle veut. Nous sommes maintenant à peu près à 530 personnes arrêtées, dont plus de 50 sont des prisonniers qui avaient été relâchés dans l'échange entre Gilad Shalit et les prisonniers palestiniens que le Hamas avait négocié avec Netanyahu.

On a le sentiment qu'Israël utilise la disparition des trois étudiants colons dont on ne connaît pas encore la raison, puisqu'il n'y a pas eu à cette date de revendication. Israël



Leïla Shaid à Evry, le 28 juin

n'a pas amené les preuves de l'accusation publique que c'est le Hamas qui a kidnappé les trois étudiants colons dans un abribus à côté de Hébron. J'ai le sentiment que Netanyahu était furieux de voir que les Européens, les Américains et l'ONU ont très vite, après la formation du gouvernement de consensus, déclaré que tant que ce gouvernement, nommé par le président Abbas, respectera toutes les décisions de l'OLP, eux-mêmes travailleront avec ce gouvernement, que ce soit sur le plan politique ou financier. C'est cet accueil positif, de la communauté internationale à l'égard de ce gouvernement qui refait l'unité des rangs palestiniens, qui a déclenché la furie de Netanyahu qui profite de ce qui s'est passé pour déclarer la guerre réellement à la population palestinienne en Cisjordanie et casser ce gouvernement.

Israël a toujours encouragé la division parce qu'elle affaiblit l'Autorité Palestinienne. Donc nous sommes très inquiets, surtout que, juste avant, il y avait une grève très importante des détenus administratifs, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas jugés devant tribunaux, et qui étaient arrivés au 62^e jour de grève de la faim, grève qui avait été soutenue par d'autres prisonniers politiques. Bien sûr la campagne

israélienne de répression, d'arrestations et de destruction a relégué la question des grévistes de la faim à un second rang et mis en danger leur vie.

La situation effectivement est très grave et l'Autorité palestinienne a demandé la réunion du Conseil de sécurité pour que les membres du Conseil mettent les Israéliens devant leurs responsabilités en tant que puissance occupante qui utilise le châtimeur collectif contre une population civile sous occupation, ce qui est une violation des conventions de Genève. Je vous signale que d'ailleurs dans toute la région de Hébron les gens ne peuvent pas sortir, ni entrer, toute la vie économique, les hôpitaux, les écoles, toutes les entreprises sont fermées, tout est gelé depuis maintenant deux semaines. Nous avons demandé au Conseil de sécurité d'intervenir, mais les États-Unis comme d'habitude soutiennent Israël. Nous avons demandé aussi à M^{me} Ashton et à l'UE d'intervenir pour assumer sa responsabilité devant la violation flagrante israélienne. Bien sûr toutes les opinions publiques dans le monde et en particulier les mouvements de solidarité sont concernés, en parlant premièrement du danger que vit la population palestinienne livrée à l'armée israélienne avec six morts en deux semaines et la menace qui pèse sur les grévistes de la faim qui peuvent mourir et qui sont déjà en danger, alors qu'Israël menace de les nourrir par la force, ce qui est aussi une violation des conventions de Genève.

La réconciliation est-elle toujours viable après tout ceci ?

Pour nous c'était un choix stratégique. D'ailleurs si vous regardez l'histoire du mouvement national, sur 45 années, il n'y a eu que sept années de division réelle, qui a même atteint malheureusement l'affrontement militaire à Gaza. Nous sommes persuadés que c'est une question stratégique pour le peuple palestinien de réunir ses rangs sous l'égide de l'OLP pour pouvoir continuer à défendre les aspirations nationales. Un mouvement national n'a pas les moyens d'être divisé et donc nous tenons beaucoup à cette réconciliation. Maintenant si le Hamas revendiquait le rapt ou s'il s'avérait que c'est vrai, qu'il en est responsable, il est évident que ce serait une violation de l'accord signé avec le Fatah il y a un mois ; et donc ça poserait un problème.

Mais nous ne pouvons pas dire pour le moment que c'est le Hamas qui a kidnappé ces trois colons ou si c'est une fraction du Hamas qui elle-même le fait pour saboter la réconciliation, ou si c'est des mafias qui circulent dans la zone C qui est sous la responsabilité totale des autorités militaires

israéliennes. Car comme vous le savez ces colons israéliens ont été kidnappés dans une zone où l'Autorité Palestinienne n'a aucune présence, ni civile ni sécuritaire. Dans cette zone C qui représente 60 % de la Cisjordanie et où ces jeunes gens faisaient du stop, il y a aussi des mafias israélo-palestiniennes qui font de la contrebande de voitures ou de produits et c'est donc possible que le kidnapping n'ait pas été fait par le Hamas mais par des mafias.

Que peut concrètement faire la communauté internationale ?

Nous avons demandé au Conseil de Sécurité « le droit à la protection de la population civile ». Toutes les conventions internationales et en particulier celle de Genève disent que dans une situation d'occupation militaire, dans une situation qui dure depuis aussi longtemps, là où la population civile est en danger, il est du devoir de la communauté internationale de protéger la population civile. Il y a plusieurs méthodes pour cette protection : l'envoi de casques bleus, l'envoi d'observateurs ; il y a des sanctions qui peuvent être prises à l'égard des autorités militaires israéliennes pour les obliger à arrêter leurs violations. L'émoi international concerne toujours les victimes israéliennes et jamais les victimes palestiniennes. Depuis que ces trois ont disparu, on ne sait pas s'ils sont morts, mais il y a eu six morts palestiniens dont personne ne parle ! Donc il est évident que nous demandons la protection internationale et les mécanismes tels qu'ils sont présents dans les résolutions et le droit international sont très clairs. S'il y a une volonté d'intervenir bien sûr qu'il existe des moyens de protection, et c'est ce que nous demandons au Conseil de sécurité : d'assurer la protection de la population civile. Parce qu'il est évident que c'est elle que Netanyahu punit et pas du tout les auteurs de la prise d'otage. Pour montrer notre bonne foi, le président Abbas a dit qu'il condamnait cet acte, que la sécurité palestinienne essaiera de rechercher les trois otages, et de trouver ceux qui les ont kidnappés. Parce que nous pensons que politiquement, cet acte est fait pour briser la réconciliation, pour renverser la table contre nous et pour ouvrir une nouvelle page dans la stratégie militaire israélienne de reprendre en main la Cisjordanie sous prétexte qu'il y a eu des kidnappings. Ça sera la fin de la solution des deux États.

Nous pensons que politiquement il est très important de retrouver ces colons, même si ces colons sont là en violation du droit international et qu'ils habitent dans un territoire où ils n'ont pas le droit d'habiter, mais nous souhaitons les retrouver et les rendre à leurs familles car nous pensons

que derrière cette prise d'otage il y a une menace réelle sur la réconciliation, sur le gouvernement de consensus et sur les élections que nous souhaitons organiser, ainsi que sur l'État de Palestine.

En effet, il y a un retournement de la situation. Normalement, en avril, c'était la phase finale des négociations. Quel bilan faites-vous des tentatives de Kerry ?

Il faut se rappeler que ça fait plus de 21 ans que nous négocions. Nous l'avons fait avec huit gouvernements successifs et différents. Sur ces huit gouvernements, seuls les deux premiers avaient manifesté un minimum de sérieux alors que tous les autres, de Ehud Barak en 1999 jusqu'au gouvernement actuel de M. Netanyahu, ont œuvré à détruire tout ce qui avait été conclu et en particulier les accords d'Oslo. On a alors assisté à une accélération de la colonisation, l'annexion de fait de Jérusalem-Est via sa judaïsation forcée, la séparation Gaza/Cisjordanie. Bref, un travail de sape systématique pour rendre impossible l'édification d'un État palestinien contigu et viable. Pendant ces 21 années, nous avons par contre pu construire les instances nationales de l'État à venir en organisant des élections, en formant un gouvernement et en bâtissant nos institutions.

Effectivement à la veille de cette situation nous étions arrivés au bout des neuf mois que M. Kerry s'était donné depuis juillet dernier pour essayer de reprendre les négociations sur le statut final entre Israéliens et Palestiniens. M. Kerry n'a pas réussi vraiment à faire des négociations trilatérales, mais a vu chaque partie de son côté pour essayer de voir s'il y avait des termes de références communes qui pouvaient permettre de reprendre les négociations là où elles s'étaient arrêtées.

Malheureusement au bout des neuf mois Kerry a lui-même reconnu qu'il n'avait pas réussi à faire bouger Netanyahu et pour la première fois, les Américains ont dit que c'est surtout l'intensification de la colonisation du côté israélien qui empêchait d'avancer. M. Kerry et Martin Indyk, son numéro deux, ont été jusqu'à dire qu'à ce rythme-là Israël allait devenir un État d'apartheid. Que s'il ne se retirait pas des territoires, il allait les annexer, et s'il les annexe, il va être un pays avec deux populations et deux systèmes de juridiction, et donc un système d'apartheid.

À la lumière de cet échec le président Abbas avait décidé au mois d'avril de relancer la réconciliation et la mise en place d'un gouvernement de consensus qui préparerait

les élections comme nous l'avions déjà négocié très longuement avec le Hamas au Caire en 2011 et au Qatar en 2012, accord qu'on n'avait pas mis en œuvre parce que le Hamas n'était pas prêt à aller aux élections. Depuis, la situation a évolué à Gaza avec les développements survenus en Égypte et la terrible condition de la population palestinienne de Gaza assiégée des deux côtés, israélien et égyptien. Le nouveau gouvernement du Caire refusait de traiter avec le Hamas concernant le passage à Rafah.

Le Hamas a décidé d'accepter le principe d'élections et, comme le disent les accords du Caire et de Doha qui avaient été entérinés par l'ensemble des composantes de l'OLP, c'est un gouvernement de technocrates indépendants qui doit préparer ces élections. Nous étions en pleine préparation de ces élections lorsqu'il y a eu la disparition des colons et que la situation s'est complètement détériorée sur le terrain et elle menace maintenant la poursuite des élections. Il est impensable que nous ayons des élections où tous les partis ne participent pas, inclus le Hamas. Comment peut-on faire une campagne électorale dans cette atmosphère ?

Je dirais que nous n'avons pas d'illusions en juillet dernier lorsque le président Abbas a décidé que Saeb Erekat aurait des réunions régulières avec Indyk et de son côté M^{me} Livni aussi. Nous connaissons la nature du gouvernement de M. Netanyahu. N'oubliez pas que le président Abbas a entrepris des contacts aussitôt que Netanyahu a été élu, il avait le sentiment qu'il n'était pas vraiment intéressé par des négociations sérieuses mais qu'il essayait de les utiliser comme une couverture pour pouvoir continuer à créer des faits accomplis en construisant de nouvelles colonies, en continuant la construction du mur, et en annexant pratiquement Jérusalem-Est. Il est impensable que nous puissions continuer à négocier pendant que l'autre partie utilise le temps consacré aux négociations pour créer des faits irréversibles sur le terrain. Comment défendre la solution des deux États lorsqu'une partie, c'est-à-dire la puissance occupante, est en train de grignoter ce qui doit devenir l'État palestinien ?

Mais nous pensons, et nous le pensons toujours, que nous n'avons pas les moyens de refuser une main tendue par les Américains, et comme le président Obama était à son deuxième mandat, on pensait qu'il avait les mains plus libres. Déjà à son premier mandat, et après le discours du Caire, il s'était engagé à essayer de reprendre le dossier du Proche-Orient, d'ailleurs la première personne que le président américain avait appelée était le président

Abbas. Il avait lui-même parlé de l'impossibilité d'accepter la colonisation qui continue pendant qu'on négocie. Malheureusement durant son premier mandat lorsque M^{me} Clinton était ministre des Affaires étrangères, il a été complètement pris par la crise financière américaine et on n'a pas vu beaucoup de mises en œuvre de ses promesses du discours du Caire sur la question du Proche-Orient. Dans son deuxième mandat lorsque M. Kerry a assumé la responsabilité des affaires étrangères il a beaucoup insisté pour que le président Abbas donne une chance avec cette tentative où c'est les Américains qui négocient avec les Israéliens : nous ne voulions pas fermer la porte. Le président Abbas a accepté une période de neuf mois de négociations indirectes où il exigeait premièrement que tous les prisonniers arrêtés avant Oslo soient libérés. Et effectivement de ces quatre lots, trois ont été libérés mais Netanyahu a refusé de libérer le dernier lot qui comprend des prisonniers citoyens israéliens palestiniens. Puis surtout il n'a jamais arrêté de construire de nouvelles colonies chaque fois prenant comme prétexte que c'était des décisions déjà prises ou d'organismes locaux. Mais nous n'avons pas accepté cette situation et nous avons préféré arrêter ces contacts et mettre en place un gouvernement de consensus dans l'espoir qu'on pourrait avoir des élections et ouvrir une nouvelle page.

Aujourd'hui effectivement c'est compromis, non seulement à cause de la disparition des colons, mais de la réaction de l'armée israélienne qui est même critiquée au sein de la société et la presse israéliennes et par un certain nombre de responsables politiques israéliens. Il est évident que Netanyahu a une idée en tête, il a lui-même dit que la recherche des trois personnes sera longue et qu'elle prendra du temps. Il a une stratégie dans cette offensive tous azimuts, la plus importante depuis 2002. Il faudra que la partie palestinienne, que les Américains, les Européens et les États arabes ainsi que l'ONU assument leurs responsabilités face à une nouvelle offensive militaire guerrière et très grave de la part du gouvernement israélien.

Comment évaluez-vous la position européenne ?

La position européenne est malheureusement toujours lente et par petits pas parce qu'il est évident que lorsqu'il s'agit d'un organisme qui représente 28 États, les décisions ne sont pas prises avec la même rapidité et efficacité qu'un pays souverain indépendant. De plus l'UE est en pleine phase post-électorale et tout le monde est occupé à nommer les nouveaux responsables. Mais je dirais que dans la dernière année 2013-2014 nous avons vu de la part de l'UE

et des États membres un peu plus de sérieux au niveau de la conditionnalité des relations avec Israël.

En particulier depuis juillet dernier lorsqu'elle a dit qu'elle respectera sa juridiction et qu'elle n'acceptera plus de financer des projets qui relèvent du domaine de la recherche ou de l'innovation lorsque ces projets sont menés en partie ou en totalité par des entreprises ou industries installées dans les territoires occupés. C'est ce que nous appelons les directives européennes pour l'accord-cadre 2020, pour le budget alloué à l'innovation et recherche entre 2014 et 2020. Ce budget fait 82 milliards d'euros, et le seul État en dehors des 28 États membres qui ait accès à ces financements est Israël, car il a une grande capacité d'innovation et de recherche dans les domaines pharmacologique, médical, high-tech et sécuritaire. Cette décision a provoqué la rage de Netanyahu mais pour une fois l'Union européenne a tenu bon et donc c'est un signe aussi que, finalement, elle réalise que ce n'est pas vrai qu'elle n'a pas de moyens politiques, et que si elle veut être crédible elle doit respecter sa propre juridiction, qui dit qu'elle ne reconnaît pas que les territoires occupés font partie d'Israël et que tout projet économique ou commercial, de recherche ou d'investissements dans les territoires occupés est une violation des lois européennes. Et donc je dirais que grâce au travail de tous les citoyens européens, des réseaux de solidarité en Europe qui sont très actifs, en particulier avec la campagne du BDS, et les campagnes d'information et avec toutes les missions parlementaires et syndicales qui se rendent sur place et les structures des ONG qui défendent les droits de l'homme comme Euromed au niveau européen ou comme la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine au plan national français, je crois qu'il y a aujourd'hui une plus grande pression sur les gouvernements européens.

L'UE après les printemps arabes a modifié sa politique de voisinage et elle a reconnu qu'elle s'était fourvoyée pendant des années en oubliant qu'il y avait des forces démocratiques dans des pays comme la Tunisie, l'Égypte, la Syrie et dorénavant la coopération serait aussi avec les sociétés civiles des pays du sud de la Méditerranée. Parmi ces pays il y a bien sûr aussi la Palestine et donc toutes ces structures représentant la société civile du sud revendiquent le respect du droit et une position beaucoup plus ferme face à Israël qui a depuis 47 ans profité d'une impunité totale non seulement de l'UE mais des États-Unis, de l'Australie, du Japon et tous les grands pays du monde qui n'ont jamais mis Israël face à ses responsabilités en tant que pays qui viole le droit. Lorsqu'il s'agit des Balkans, de la Serbie

ou de l'Irak on voit les Européens en 24 heures rappeler aux États leurs responsabilités. Le seul pays qui a une impunité totale et qui est traité comme un État au-dessus du droit international c'est Israël. Je pense que si nous voyons comment s'est développée la position européenne durant ces dernières années c'est un changement, mais pour qu'il soit sérieux, il faut qu'il se poursuive. Il faut aujourd'hui que l'UE prenne les mesures nécessaires pour mettre un terme à l'importation des produits des colonies, en imposant l'étiquetage et en prenant les mesures de désinvestissement. Aujourd'hui certains États, Pays-Bas, Suède, Norvège, Danemark, ont pris des décisions de désinvestissements des banques israéliennes qui travaillent dans les colonies. Il faut que l'UE aussi prenne des sanctions et revoie ses relations économiques et commerciales dans un territoire considéré comme palestinien par l'Union européenne. Elle ne peut se dérober, comme le fait malheureusement la France, en considérant que l'appel au boycott est un appel au racisme avec une circulaire qui traîne les militants devant les tribunaux pour avoir appelé à boycotter les produits des colonies. C'est assez scandaleux. C'est le seul pays au monde qui fait ça.

Le mouvement BDS, est un mouvement citoyen et pacifiste qui défend le droit et la solidarité aux USA, au Canada,

dans plusieurs pays européens et même en Israël. Il a été lancé par le mouvement de solidarité face à la lâcheté des gouvernements qui refusaient de sanctionner Israël. Le seul pays qui traîne ces militants devant la justice est la France. C'est impensable que le pays des droits de l'homme fasse cela, surtout que ce n'est pas un appel au boycott des personnes ou du peuple israélien, mais de produits qui proviennent de la violation du droit du peuple palestinien à son sol, à ses ressources, à sa souveraineté, et son droit au développement. Cette stratégie non violente et citoyenne a fait ses preuves en Afrique du sud et dans plusieurs pays, je ne vois pas pourquoi le seul pays où on ne pourrait pas utiliser cette forme pacifique, efficace politiquement, et qui est un acte citoyen très important, serait Israël. Y aurait-il deux lois dans le monde une pour Israël et une pour le reste du monde ?

Ce serait très grave comme précédent non seulement pour nous, Palestiniens, mais aussi pour le peuple israélien qui sera la victime de la politique coloniale de son gouvernement.

(1) Leïla Shahid, après avoir été pendant plus de 10 ans déléguée générale de Palestine en France, est depuis fin 2005 ambassadrice et chef de la Mission de Palestine auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg.

Dernière minute

Après l'assassinat des jeunes colons, Leïla Shahid réagit

Depuis cette interview, réalisée avant la découverte macabre des trois étudiants colons assassinés et enterrés près de Halhoul, la situation en Palestine s'est encore détériorée. Hier matin, mercredi 2 juillet, à l'aube, un jeune Palestinien de Shufat dans Jérusalem Est occupée, Mohammad Abou Khdayr (17 ans), a été kidnappé par des colons devant la mosquée où il se rendait pour la prière de l'aube du mois de ramadan. Son père a tout de suite signalé son rapt aux autorités israéliennes mais malheureusement son corps calciné fut retrouvé quelques heures plus tard dans une forêt à Jérusalem.

La veille, les mêmes colons qui appartiennent au groupe « Tag Price » et aux amis du Rabin Kahana, qui depuis 2 ans mènent des raids contre les villages et les quartiers dans les villes palestiniennes, avaient essayé d'enlever dans le même quartier de Beit Hanina un petit garçon de 8 ans Musa Zaloum, qui a

été sauvé in extremis par les passants dans la rue. Une petite fille de 10 ans a été violemment renversée par un colon près de Bethlehem. C'est l'œuvre des milices colons couvertes par le gouvernement.

L'Autorité Palestinienne a condamné l'enlèvement des 3 étudiants colons ainsi que leur assassinat. Mais nous condamnons aussi fermement le rapt et l'assassinat de Mohammad Abou Khdayr à Shufat et nous exigeons que les Autorités israéliennes déclarent comme l'a fait déjà le Département d'État américain le groupe « Tag Price » organisation terroriste.

Le gouvernement israélien porte la responsabilité des actes de vandalisme et de terrorisme qu'il a confié aux milices du groupe Kahana et Price Tag qui ont en 2013 uniquement mené 400 attaques contre les civils palestiniens. Il est temps de mettre fin à ces crimes.

Conférence d'Elias Sanbar à Lyon

Le groupe AFPS de Lyon a organisé une conférence avec E. Sanbar le 16 avril 2014 sur le thème : « Les négociations israélo-palestiniennes : premier bilan et perspectives »



Elias Sanbar, ambassadeur de Palestine à l'UNESCO

à la perte d'une partie du territoire, illustrant la différence entre « État (qu'on peut perdre) et patrie (indivisible) ». Ainsi, à la question « *Qu'êtes-vous prêts à abandonner ?* », la réponse est brève « *on a déjà tout donné* ». Mais Israël, de son côté s'inquiète : étant né d'une injustice, le pays vit dans la crainte de devoir reconnaître le crime de 1948 et d'être considéré comme illégitime, d'où la colonisation à outrance qui représente un vrai risque d'explosion. Même si la réponse actuelle des Palestiniens est celle d'une résistance populaire et pacifique : si toute la population descendait dans la rue et y restait, Israël serait débordé malgré la disproportion du rapport de force.

Même parti pris sur la question des réfugiés, il dit qu'ils sont le « *nœud de la légitimité* » et le « *socle de la réconciliation* ». Mais comment faire pour vivre dans un seul État quand l'autre ne veut pas de vous ?

Et l'aide des autres États ? Les Américains ont perdu leur place de pivot, ils ne veulent plus de guerre à l'extérieur, leur pouvoir est en voie d'érosion. Les pays arabes ? Ils sont eux-mêmes dans le chaos, les Palestiniens ne peuvent pas compter sur leur soutien. L'Europe ? Un grand pas a été fait avec les nouvelles directives européennes qui renforcent la campagne du boycott. D'ailleurs, il serait juste de lier « boycott » et « occupation ». (Peut-être comme en Belgique où l'affichage sur les produits est celui de « *Made in illegality* »).

Cette conférence a été un véritable succès avec des échanges riches et fournis. Elle nous a permis de toucher à la fois un public militant et des personnes soucieuses de s'informer.

Une table de presse, des dépliants sur nos actions et des pétitions à signer ont permis de compléter le thème de la soirée.

Merci à Elias pour sa venue à Lyon entre deux TGV ! Chacun a pu apprécier sa disponibilité et son authenticité dans les échanges et la richesse de ses propos. ■

Catherine Breton, Thérèse Martin

Devant un public de plus de 300 personnes réunies grâce à la mobilisation de l'ensemble des partenaires (notamment le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien), Elias Sanbar a d'abord fait part de son inquiétude, indiquant qu'Israël met toujours plus de conditions aux accords de paix à quelques jours de la date butoir fixée pour la fin des négociations.

Suite à un exposé à la fois dense et synthétique, un ensemble de questions du public a permis d'approfondir le thème, et de bénéficier très largement de la parole d'Elias Sanbar, dont l'histoire personnelle se confond avec l'histoire de la Palestine (né en 1947, sa famille quitte la Palestine en 1948 pour le Liban). Il est actuellement ambassadeur de la Palestine à l'UNESCO mais n'a pas attendu d'occuper cette fonction pour prendre place à la table des négociations.

Parmi les questions évoquées, nous retiendrons plus particulièrement sa position sur les points suivants :

Le processus de négociation implique une « acceptation de la perte » : la création d'un État palestinien est liée

Le Village Emmaüs de Lescar Pau et l'AFPS

En Pyrénées-atlantiques, ouvert sur la vie locale, nationale et internationale, Emmaüs Lescar-Pau a choisi l'appellation de Village et non pas de Communauté « *qui donne l'impression de repli sur soi-même* », comme l'expliquent les Compagnons. Le village est ouvert à tout le monde avec sa ferme et ses jardins.

Un Village très engagé dans la vie politique, sociale et culturelle de la région de Pau : un des moments forts est son festival qui a lieu fin juillet tous les ans depuis 2007 et qui ne réunit que des artistes engagés, festival des « alternatives et de l'Utopie ». Germain Sarhy a tenu à placer, à côté de la musique qui draine plus de 20 000 personnes en deux soirées, un village associatif où les droits de l'homme et les alternatives sont clairement exprimés et où l'AFPS a trouvé toute sa place. Des conférences sont aussi organisées pendant le festival et en 2009, Germain nous avait offert une tribune animée par Arthur Riela, président du groupe local, avec Hind Khoury alors déléguée générale de Palestine en France, Ziad Medoukh, universitaire et poète de Gaza et Jean Claude Lefort.

Pour le Village, la cause palestinienne est importante et notre relation avait trouvé toujours en 2009, un autre point fort, celui du parrainage de Salah Hamouri où Germain Sarhy avait engagé non pas son propre nom, mais celui du Village tout entier et l'avait clairement indiqué sur son bulletin *Le Cairn* distribué à plus de 5 000 exemplaires et disponible sur internet.

Depuis, il nous soutient en mettant à notre disposition camions, sono et tente lors de manifestations dans la ville de

Pau. Il nous invite dans ses locaux pour des conférences-débats, annoncées dans leur journal et par affiches sur les camions du village qui sillonnent la région.

En février 2010, le village avait invité ceux qui le voulaient à acheter et planter dans un verger « alternatif » spécialement créé pour l'occasion, un arbre fruitier. Et c'est ainsi que les Palestiniens ont un poirier planté dans le Béarn. Les premiers fruits vont bientôt arriver.

Le 2 février dernier, date anniversaire de l'appel de l'Abbé Pierre, Germain et ses Compagnons avaient organisé une journée sur un thème unique « Y en a marre » et l'AFPS avait été invité à prendre la parole. Nous avons choisi de développer sur « Y en a marre de l'impunité d'Israël ». Plus de 500 personnes étaient présentes.

Si vos vacances vous amènent dans cette belle région de l'ouest pyrénéen, venez voir le groupe AFPS de Pau au festival Emmaüs les 29 et 30 juillet avec, comme chaque année, un seul mot d'ordre : « Oser risquer l'utopie avec et pour l'homme ». Beau programme. ■

Consultez le site d'Emmaüs : www.emmaus-lescar-pau.com/

Yves Goaër

Au Liban l'afflux des réfugiés de Syrie met en difficulté notre partenaire Beit Atfal Assumoud

Les parrains d'enfants palestiniens le savent : plus de 52 000 Palestiniens réfugiés de Syrie étaient déjà entrés au Liban en février 2014.

« La majorité de ces familles ont trouvé refuge chez des parents ou des amis à l'intérieur de différents camps – elles ne pouvaient évidemment pas louer leur propre maison – et cela devient un lourd fardeau pour les familles d'accueil qui souffrent déjà de difficultés socio-économiques. Avec des maisons surpeuplées et plus de deux ou trois familles vivant dans une seule pièce, il n'y a pas de place pour l'intimité, ce qui accroît les problèmes sociaux et comportementaux... » (Rapport de Kassem Aina, responsable de Beit Atfal Assumoud).

L'UNRWA a été débordée. Les réfugiés ont manifesté devant le siège de l'UNRWA à Baalbeck pour réclamer de l'aide.

Notre partenaire est sur tous les fronts pour fournir nourriture, couvertures, combustible, mais aussi accueillir les enfants, organiser des classes, recruter des professeurs syriens, offrir des consultations médicales et psychologiques gratuites. Tout cela a un coût.

En parrainant un enfant au Liban, vous soutenez toute l'association Beit Atfal Assumoud dans son immense effort pour permettre aux enfants palestiniens d'étudier quand même.

Nicole Le Drogo

Les jeunes à l'œuvre

Le samedi 8 mars, le Groupe de Travail Jeunesse de l'AFPS a organisé un week-end « Spécial jeunes ». Au programme : discussions, rencontres et actions de rues. Au total, une vingtaine de jeunes, majoritairement hors région parisienne, ont participé à l'événement.



Une action du Groupe jeunes à l'entrée de la Cité internationale universitaire

La journée du samedi a été marquée par la réalisation d'actions de rues. Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, les jeunes militants ont souhaité interpeller les citoyens français et touristes étrangers sur la situation des prisonnières et prisonniers palestiniens. Le mode d'action était simple. Des lieux très fréquentés ont été ciblés. Un grand drapeau palestinien était déployé au sol, où dix militants s'agenouillaient, les yeux bandés d'un keffiyeh et les mains symboliquement liées. À tour de rôle, ils vont lire, en français, puis en anglais (pour les touristes), la lettre de l'ancien prisonnier palestinien, et gréviste de la faim, Samer Issawi. Parallèlement, les autres militants brandissaient des drapeaux palestiniens, sans crier aucun slogan, mais en distribuant le plus possible de tracts, préparés spécialement pour l'occasion, à tous les passants. Une autre militante s'attela à filmer la scène, avant de la diffuser sur Youtube. Le même schéma fut reproduit sur le parvis de la gare Saint-Lazare, à Châtelet, place du Trocadéro, à la Cité universitaire... Et dans le métro!

Le groupe était mobile. Chaque action ne durait pas plus de 20 minutes. Pour pallier l'absence (volontaire ?) d'autorisations, chacun avait un rôle bien précis, et le temps que la sécurité du lieu soit informée de notre présence, et ne vienne nous demander des explications, nous étions déjà en train de plier bagages et de nous diriger vers la bouche de métro la plus proche. Entre chaque lieu, nous avons

reproduit nos jeux de rôles dans les transports. Cette fois, six à sept militants demeuraient debout, dans les wagons, yeux bandés et mains liées, tandis que d'autres lisaient le tract à voix haute. À aucun moment l'accueil ne fut négatif. À Saint-Lazare et au Trocadéro, les passants venaient nous voir pour s'informer, tandis que des touristes se prenaient en photos à côté des « prisonniers ». À Châtelet, notre présence a créé un attroupement. Une foule silencieuse écouta, voire enregistra avec des téléphones, la lecture de la lettre d'Issawi.

Le dimanche, la même équipe s'était donné rendez-vous au local de l'AFPS pour une journée de discussions. Au programme, présentation du GT Jeunesse et de ses projets, et débats en ateliers autour de quatre thèmes : « Relations entre l'AFPS et les organisations de jeunesse, en France, Israël et Palestine » ; « Quelle place pour les jeunes au sein de l'AFPS ? » ; « Les actions pour l'AFPS » ; « La question palestinienne auprès des jeunes ».

La journée fut ponctuée d'une intervention de notre président, Taoufiq Tahani, avant que chaque groupe ne fasse un bilan de ses réflexions en séance plénière. Avant de nous quitter, nous avons pu bénéficier d'un moment de discussion, via Skype, avec Naji Owadah, responsable associatif au camp de réfugiés de Dheisheh, très investi auprès de la jeunesse palestinienne.

Chaque participant est reparti motivé et la tête pleine d'idées. D'ores et déjà, certains militants, comme ceux de Meurthe-et-Moselle Nord, ont reproduit les actions de rues pour la journée des prisonniers palestiniens, toujours avec le même succès. D'autres ont poursuivi les discussions au sein de leur groupe. Incontestablement, ce week-end doit être un exemple de la volonté des jeunes de s'investir pour une cause qui leur tient à cœur, à condition de leur donner les armes pour le faire. La créativité dans nos actions, et la réalisation de projets en Palestine, sont autant d'éléments qui incitent à l'adhésion de jeunes, la politisation viendra plus tard avec, les débats sur « BDS » et « Apartheid ».

Thomas Vescovi

Conférence des groupes locaux 2014

Les 17 et 18 mai se tenait à Ivry la cinquième conférence des groupes locaux. Rendez-vous statutaire entre deux congrès, elle a rassemblé 160 militants appartenant à 60 des 102 groupes locaux venus participer à cet important moment de la vie de l'association.

Les stands des groupes de travail et d'un certain nombre de groupes locaux se proposaient au long de ces deux jours de présenter nos différents outils de communication, et de permettre échanges, interrogations et partage à partir de nos expériences de terrain.

Quatre séquences thématiques ont rythmé les travaux. La première autour l'intervention éclairante d'Hael el Faoum, ambassadeur, chef de la Mission de Palestine en France, a permis d'appréhender la situation actuelle, marquée par le sabotage des négociations par le gouvernement Netanyahu et la reprise du processus d'unité nationale entre OLP et Hamas. Sa parole, sans langue de bois, a surpris plus d'un délégué et si les appréciations pouvaient varier selon les sensibilités, chacun a pu juger qu'il ne souhaitait esquiver aucune question. Avec comme premier effet un lot d'invitations de la part de GL qui ont vu dans sa participation à des événements locaux une vraie opportunité de débats.

Amina Hamchari directrice de l'Institut culturel franco-palestinien présenta ensuite ce bel outil qui a l'ambition de donner à voir et faire partager la vitalité et la diversité des artistes palestiniens contemporains. La culture, en dehors de toute tentation de folklorisation, comme partie intégrante du combat du peuple palestinien pour sa vie...

Les réfugiés palestiniens, dont Hael el Faoum avait rappelé qu'ils étaient au cœur de toute solution de paix, étaient nos invités en soirée avec les « Chebabs de Yarmouk ». Leur intervention et leur appel à la solidarité accompagnaient, en présence du réalisateur, la projection du film éponyme, émouvant témoignage sur la vie de ce camp qui jouxte Damas avant que ne s'enclenche son terrible siège. Avec une vraie frustration de nombre de participants qu'il n'ait pu déboucher sur un débat. Mais les contacts pris directement avec eux pour des interventions dans les GL valaient, là aussi, engagement de prendre mieux en compte la question des réfugiés.

Le dimanche matin fut consacré, dans le prolongement du Conseil national de mars, à une présentation et discussion

autour des nouveaux outils, préparés par le groupe de travail, dont l'association va se doter pour relancer et dynamiser ses actions BDS et permettre à de nouveaux groupes de s'y engager pleinement. Discussion souvent vive, comme il est presque de règle dès qu'on aborde la question du boycott, mais qui aura débouché sur une amélioration de l'ensemble de nos outils de communication. Cela, tant en ce qui concerne les supports papier que le site national qui offre désormais une visibilité et une fonctionnalité améliorées, dans un moment où nous continuons à être l'objet des poursuites judiciaires encouragées par la circulaire Alliot-Marie.

La dernière séquence fut consacrée à la coopération décentralisée des collectivités territoriales avec la Palestine, abordée de façon très éclairante grâce à l'intervention de Dominique Poirout, adjointe au maire de Rezé, qui présenta avec une grande clarté l'expérience de cette commune de l'agglomération nantaise engagée dans un partenariat avec Abou Dis, ville palestinienne aujourd'hui coupée de Jérusalem sa métropole.

La conférence se termina en présence de Michel Besson, d'Andines, avec le témoignage très applaudi de Mahmoud Al Khadi, président de la Coopérative Bani Saidr Ouest et Bassena Barghouti, militante et secrétaire de l'association Zeitouna, tous deux représentants du réseau des coopératives oléicoles dont nous sommes partenaires.

Un bilan positif et des enseignements à tirer pour faciliter lors de la prochaine édition les échanges entre groupes locaux. Cela suppose sans doute de renoncer à une partie des réunions en séance plénière pour faire place, comme ce fut le cas en fin d'après-midi du samedi autour de la question des prisonniers, à des séances plus restreintes facilitant la participation active de chacun.



Bassena Barghouti et Mahmoud Al Khadi

JPR

Maryse Gargour

Ce sont des Français, nés à Jaffa, Bethléem, Jérusalem. Leurs parents étaient consuls, chirurgiens, commerçants vivant dans la Palestine des années 20-30, certains depuis quatre générations. Ces Français étaient d'autant plus attachés à cette terre qu'ils ont pu y grandir en toute sérénité, dans des villes habituées au va-et-vient des navires et des nationalités diverses. Leurs récits révèlent l'ardeur de la vie quotidienne en Palestine à cette période.

Ces observateurs et acteurs de la vie palestinienne sont des témoins uniques de l'Histoire palestinienne qui se déroule sous leurs yeux. Nous sommes au cœur des événements et des heures importantes de l'Histoire de la Palestine qui nous mènent jusqu'aux années cinquante et au-delà. Ce film est basé sur des archives diplomatiques, des journaux de l'époque, des correspondances personnelles et des archives audiovisuelles inédites.

Vous avez déjà réalisé cinq films dont *Une Palestinienne face à la Palestine*, *Le pays de Blanche*, et *La terre parle arabe*, vous-même êtes née à Jaffa : qu'est-ce qui a présidé à votre dernier documentaire *À la rencontre d'un pays perdu* ?

J'ai réalisé et produit sept documentaires qui ont pour sujet la Palestine. Ce n'est pas par hasard que je fais des films sur la Palestine qui est un sujet récurrent chez moi. Je connais la Palestine à travers les récits de mes parents et grands-parents qui ont vécu en Palestine jusqu'en 1948, date à laquelle ils ont été expulsés par les sionistes.

Je connais la Palestine, non parce que j'y suis née, j'étais un bébé quand mes parents ont quitté la Palestine mais à travers les innombrables récits de Palestiniens qui ont été expulsés par la force de leur terre par les milices sionistes qu'ils aient été paysans ou urbains.

Cette histoire orale est récoltée partout dans le monde, que ce soit par des organismes palestiniens tels que *Palestine Remembered* ou autre, par des chercheurs comme ceux de la *Nakba archives*, etc.

Elle est récoltée dans la diaspora palestinienne à travers le monde, dans les camps de réfugiés dans le monde arabe, au Liban, en Jordanie ou ailleurs, partout où peuvent se trouver des Palestiniens.

Les Palestiniens connaissent leur histoire et la transmettent aux générations qui viennent. Ils n'oublieront jamais l'injustice qui leur a été faite à travers la spoliation de leur terre par les sionistes et ils revendiquent leur terre.

Dans mon film précédent *La terre parle arabe*, je traite du mouvement sioniste depuis la fin du XIX^e, de ses ambitions et son idéologie. C'est un film qui est basé essentiellement sur des citations des leaders sionistes de l'époque, c'est un film sans appel car il met en avant leur parole. C'est aussi un film sans commentaire.

Vous me demandez : « *qu'est-ce qui a présidé à mon dernier documentaire *À la rencontre d'un pays perdu* » ? Ce pays perdu c'est la Palestine historique, celle que les Palestiniens ont perdue, celle qui leur a été volée, spoliée par les sionistes. La Palestine dont je parle*

est la Palestine historique dans ses frontières d'avant 1948, avant la création de l'État que l'on a appelé Israël.

Ce film est venu vers moi, je l'ai saisi et commencé à tourner tout de suite. La vie est une drôle d'histoire. À la sortie d'une projection en province de mon film précédent *La terre parle arabe* en 2012, une personne s'est présentée à Sandrine Mansour Mérien, ma collaboratrice historique en lui disant : « *Je suis la fille du docteur Boureau, le médecin chef de l'hôpital français de Jaffa, cette histoire est mon histoire, dites à Maryse Gargour que je voudrais la voir* ». Deux jours plus tard elle est venue avec sa sœur me rencontrer chez moi. Voilà comment ce film a commencé.

Votre film présente les destins croisés et les témoignages de familles françaises ayant vécu, travaillé dans trois villes Jaffa, Bethléem et Jérusalem avant l'application du plan de partage de la Palestine et de la création de l'État d'Israël. Comment êtes-vous allée à la rencontre des protagonistes du film, comment les avez-vous retrouvés ?

Ce film a donc démarré avec ma rencontre avec Marie-France Boureau et sa sœur Jacqueline qui petit à petit et assez rapidement m'ont fait connaître tous les protagonistes du film, les uns à chaque fois m'introduisant auprès d'autres, etc. Toutes ces personnes étaient liées les unes aux autres : toutes ces familles françaises se connaissaient et se fréquentaient et vivaient en Palestine à la même période. C'étaient les familles françaises qui vivaient dans la Palestine mandataire, à Bethléem, Jérusalem, Jaffa ou ailleurs.

Par ces témoignages directs – témoignages des enfants, ou indirects – correspondances, archives, vous faites revivre l'histoire de la Palestine mandataire, et l'histoire de l'expulsion des Palestiniens de leur terre ; à travers la parole de ces témoins directs et indirects vous dites le drame qui s'est joué en 47/48. Pourquoi ce choix de retrouver la Palestine perdue ?

Ce n'est pas un choix : par les témoignages de ces Français vivant dans la Palestine historique sous mandat anglais qui nous racontent leur vie et les événements dont ils ont été les témoins oculaires, nous sommes directement et littéralement plongés dans cette Palestine avant 1948, un pays qui s'appelait Palestine, une nation qui avait ses propres habitants, les Palestiniens, et qui est maintenant perdue. Avec ces témoignages nous allons « à la rencontre d'un pays perdu », un pays qui n'existe plus.



Maryse Gargour

Votre film est un document d'une importance capitale si l'on veut comprendre le drame humain qui s'est joué il y a plus de 60 ans. Vous donnez aux souvenirs de témoins hommes et femmes, la puissance des faits historiques. Quelle était votre intention ? Était-ce entre autre, de donner réponse à la fois à Ben Gourion qui disait : « *les Palestiniens n'existent pas* » et à Golda Meir : « *les vieux mourront et les jeunes oublieront* » ?

La force de ce film, en dehors des archives diplomatiques, des journaux de l'époque, des archives audiovisuelles inédites et des correspondances personnelles que j'utilise, vient de la parole spontanée des intervenants, tous citoyens français.

Je reviens aussi sur un point très important : je n'ai jamais eu autant de bienveillance autour d'un film. Tous les protagonistes du film m'ont ouvert, m'ont offert – je puis dire – leurs archives personnelles, leurs photos, leurs correspondances, toutes les pièces, objets ou autres qui avaient à leurs yeux une quelconque importance pour le film.

Et puis il y avait chez tous le désir, le besoin profond de raconter, de dire les choses, de raconter leurs vies dans cette Palestine où ils vivaient alors et qui était si différente de maintenant. Ils racontent le dynamisme des villes palestiniennes telle que Jaffa, le va-et-vient des navires de toutes nationalités, l'économie dynamique et la richesse culturelle de ses habitants. Ils racontent aussi leurs relations personnelles avec les habitants palestiniens de ces villes, qu'ils aient été à Jérusalem, Bethléem ou ailleurs.

Ce sont eux qui témoignent pour les Palestiniens de l'histoire réelle de la Palestine d'alors à travers les choses qu'ils ont vues et les événements qu'ils ont vécus. Ils racontent et c'est un témoignage unique, car pour une fois ce ne sont pas des citoyens palestiniens qui parlent mais des citoyens français, fils de consuls, de vice-consuls, de commerçants etc.

Et leurs récits balayent d'un coup toutes les paroles de Ben Gourion, de Golda Meir ou autres sionistes auxquels réellement je n'ai pas pensé une seconde en faisant ce film. La vérité est rétablie par l'Histoire elle-même.

En regardant votre film, nous ne pouvons nous défaire d'une émotion intense, celle que nous éprouvons à retrouver notre terre, notre patrie perdue et à vouloir la reconstruire... Merci pour cette « rencontre d'un pays perdu ».

Propos recueillis par Marilyn Pacouret

Encounter with a lost land (À la rencontre d'un pays perdu) un film de Maryse Gargour, durée : 62 mn

7 <<< Un projet ambitieux

L'objectif à moyen terme est de réaliser une production commune palestino-française qui associe musique et théâtre. Cette production pourra tourner en France et en Palestine. À Nabi Saleh, elle pourrait prendre place dans le Festival des arts traditionnels renouvelé. En effet, naguère, Nabi Saleh organisait, dans son théâtre de plein air, une semaine de festivités regroupant des dizaines de milliers de spectateurs de toute la Cisjordanie autour de la musique et la danse. Avec les restrictions de circulation imposées par l'occupant et le manque de crédits, ce festival s'est arrêté en 2000. Le Comité populaire a toujours l'espoir de le refaire vivre. Mais de nombreux problèmes sont à résoudre, à commencer par la réhabilitation de la scène qui a perdu son toit et l'achat de chaises. Mais la démarche de partir sur l'immatériel avant l'infrastructure semble la bonne, même si les jeunes n'ont actuellement qu'un lieu exigu et encombré pour s'entraîner à l'expression théâtrale.

Les premiers contacts directs ont permis de prendre la mesure des différences culturelles. Comme les Français de la troupe théâtrale sont de jeunes adultes, nous avons suggéré à nos partenaires palestiniens de ne pas se limiter aux enfants, mais d'associer des adultes à la pratique théâtrale. Cette proposition a permis un débat qui est en cours. Le nombre des partenaires, la taille du projet et son ambition, le budget conséquent qui inclut plusieurs financeurs sont à la fois des atouts et des risques. Le risque principal serait de vouloir « réussir » coûte que coûte en oubliant le principe de départ : favoriser l'échange et soutenir la résistance.

Un projet souple et évolutif

Pour éviter cet écueil, il nous faut avoir une perspective à long terme et intégrer les contraintes qui apparaissent au fil du temps. Accepter le décalage du calendrier, prendre en compte la mobilité des jeunes qui ont aussi d'autres projets de vie, faire face à l'imprévu et s'adapter. Cette prise en compte de l'incertitude, ce sont nos partenaires palestiniens qui nous l'enseignent, eux qui le vivent chaque jour. Il reste que cette souplesse ne cadre pas toujours avec les contraintes des financeurs institutionnels français, mais cet obstacle est surmontable quand la confiance réciproque s'est établie.

Quel que soit l'aboutissement, la première étape a permis un engagement fort pour la Palestine d'une équipe de jeunes français et une solide amitié avec les habitants d'un village en résistance : « *Venez quand vous voulez, vous êtes de la famille, vous êtes des Tamimi* » nous dit-on désormais. ■

Pierre Leparoux

En finir avec une exécration exception française!

La France ne manque jamais, par des voix « autorisées », de faire valoir que notre pays est porteur des valeurs universelles, en particulier la Liberté. Elle fait de cette « french touch » une marque particulière, distinctive, relativement aux autres pays de la planète. Et elle en fait non seulement une marque, mais une donnée universelle de son action qu'elle porterait à travers le monde et ceci sans exception.

Il y a cependant un principe qui permet de vérifier si notre pays est véritablement irréprochable en la matière. Notre pays doit être lui-même, en interne, absolument exemplaire. De ce point de vue, il est une exception française qui jette une lueur blafarde sur ces assurances répétées à satiété. Je veux parler de la sinistre circulaire édictée par M^{me} Alliot-Marie, ci-devant ministre de la Justice sous un gouvernement Sarkozy, circulaire criminalisant les appels au boycott des produits issus d'un pays, Israël, que ses dirigeants placent hors la loi internationale, hors tout respect de la Charte des Nations Unies, dont il est pourtant membre.

Cette circulaire est un défi au bon sens et une pustule placée sur le droit. Il s'agit, on le sait, d'une circulaire interprétative d'une loi plus que nécessaire : la loi de 1881 sur la liberté de la presse, et spécialement son article 24. Cet article vise à punir justement tout appel à la discrimination à l'endroit « d'une personne ou d'un groupe de personnes » à raison de son appartenance « réelle ou supposée » à une nation, une ethnie, une « race » ou bien encore une religion. Il s'agit donc de sanctionner, en particulier, le racisme sous toutes ses formes.

M^{me} Alliot-Marie qui, comme ministre des Affaires étrangères, a eu beaucoup du mal, sinon plus, à condamner le régime de Ben Ali en Tunisie au point de devoir démissionner, a osé détourner totalement le contenu – pas seulement l'esprit – de la loi de 1881. Elle s'est employée, sous des pressions connues, à envoyer une circulaire aux Parquets où le racisme et les discriminations en question dans cette loi s'appliquent à des produits ! Les appels au boycott des produits dudit pays – et d'uniquement ce pays, aucun autre n'est concerné – se transformant de la sorte en délits.

C'est un fait, pourtant, que ce pays se distingue de tous les autres depuis des dizaines d'années. Il colonise et occupe un autre pays : la Palestine.

Agir pour le droit et son application – en jachère depuis tant d'années – suppose donc que les peuples s'en mêlent. Le boycott est justement une forme d'action à leur portée. Vouloir l'empêcher c'est non seulement bafouer la liberté d'expression, fondement absolu de la démocratie, mais c'est aussi se rendre délibérément complice de l'occupation et de son cortège de drames et d'humiliations.

C'est l'objet de cette circulaire que d'empêcher l'action pour le droit. Elle est donc politique et uniquement politique. Éminemment politique. Le CRIF s'est d'ailleurs enorgueilli d'en être quasiment le rédacteur.

Cette décision politique provoque des désordres dans le monde judiciaire. Des effets pervers. Jusqu'à présent, dans tous les procès engagés au nom de cette circulaire – sauf dans deux cas – les prévenus qui avaient appelé au boycott ont été relaxés par les tribunaux et les cours d'appel !

Quand notre cher Mandela est mort, tous les dirigeants de la planète – sauf ceux d'Israël – lui ont rendu un hommage dithyrambique, pour son courage. Tous, ou peu s'en faut, ont évoqué le rôle majeur joué par tous les boycotts pour abattre le criminel régime d'apartheid. La France l'a justement souligné. Et ce qui a été vrai pour l'Afrique du Sud ne le serait plus pour cette région du monde, et uniquement cette région ?

Pourtant, bien que nous ayons changé de gouvernement en mai 2012, malgré tous nos efforts et toutes les forces rassemblées pour demander l'abrogation de cette circulaire scélérate qui fait de la France un pays d'exception de par le monde, elle vit encore et n'est pas abrogée.

Cette exception française est une honte. Elle nous place en porte-à-faux, vis-à-vis des pays arabes et du monde entier. Notre image en est sérieusement ternie.

Il est temps que le courage se manifeste place Vendôme. Pour des raisons politiques mais aussi de droit. La garde des Sceaux est « gardienne » et protectrice de l'égalité de traitement de tous les citoyens devant la Justice que cette circulaire a cassée.

Christiane Taubira devrait se souvenir de ses paroles lors de la mort de Mandela : « *J'ai envie de me reconforter moi-même, de me consoler. Et je me dis, quoiqu'il arrive, le monde qui a donné naissance à Rolihlahla « celui qui vient poser des problèmes » et n'a pu l'empêcher de devenir Madiba, malgré, malgré tant et tout, ce monde ne sombrera plus jamais dans l'ignoble et l'horreur.* »

Ne sombrera plus jamais ? Le maçon est au pied du mur.

Jean-Claude Lefort

Palestine Solidarité

juillet 2014

Trimestriel édité par l'Association
France Palestine Solidarité
(AFPS)

Directeur de publication :
Taoufiq Tahani

Comité de rédaction : Michel Basileo,
Christiane Gillmann, Françoise Leblon,
Jean-Marc Lévy, Guy Mallié,
Marilyn Pacouret, Jean-Paul Roche

Président de l'AFPS :
Taoufiq Tahani

Maquette et mise en page :
Jean-Marc Lévy

CPPAP : N° 0504 G 83106

Imprimerie : Imprimerie du Bocage
443, rue Georges-Clemenceau
85170 Les Lucs-sur-Boulogne

Association France Palestine Solidarité
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris (M° Rue des Boulets)
Tél. : 01 43 72 15 79
Fax : 09 56 03 15 79
CCP : La Source 34 521 83 N

Palestine Solidarité

afps@france-palestine.org
www.france-palestine.org

Trimestriel indiquant la position de l'AFPS sur la question palestinienne et apportant des informations sur la vie de l'association, les activités de ses groupes locaux et celles de ses partenaires du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Quatre numéros par an.

Abonnement :
5 € pour les adhérents à l'AFPS
8 € pour les non adhérents
Abonnez-vous !